

Politique sociale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **15 (1923)**

Heft 9

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

lier, du bureau ou du magasin, et qui revendiquent de même une place importante dans le cadre de la généralité de l'hygiène professionnelle.



Politique sociale

Assurance-chômage. Le Conseil fédéral soumet aux Chambres fédérales un message concernant le versement de subventions aux caisses d'assurance-chômage pour l'année 1923.

La subvention doit être allouée à chaque caisse aux mêmes conditions que l'année précédente. Par contre, le montant qui était de 33 1/4 % ces dernières années, doit être ramené à 30 % pour 1923.

Cette diminution de subvention ne se justifie pas, c'est une mesure mesquine que le Conseil fédéral n'a pu prendre que parce que nous vivons une époque où l'on croit devoir rogner sur tout ce qui concerne l'ouvrier. De l'aveu même du Conseil fédéral, ces 3 1/2 % qu'il s'agit de supprimer, font à peine 23,000 fr. Une somme si insignifiante pour les finances fédérales ne devrait être prélevée qu'en tout dernier lieu sur le budget de l'assurance-chômage.

Le message nous apprend que le nombre des caisses subventionnées s'élève à 61, dont 19 caisses publiques, 4 paritaires et le reste des caisses syndicales. L'ensemble de l'effectif de ces caisses de chômage est de 185,000 membres en chiffres ronds. Les membres de ces caisses touchèrent en moyenne l'année dernière (1922) pour 26 jours de secours à fr. 3.28, soit au total fr. 87.50 chacun. Le tableau montre qu'aussi bien le nombre de jours secourus que celui des indemnités augmentent d'année en année. Les chiffres ci-dessous démontrent l'importance des sommes exigées des caisses de chômage ces dernières années. Il a été versé en secours et subventions:

	Secours	Subventions
1919	1,523,917.53	507,464.61
1920	1,912,969.39	637,162.97
1921	5,492,581.91	1,822,163.05
1922	3,582,435.20	1,030,082.14

Nous espérons que les Chambres fédérales rétabliront les normes des années précédentes en payant une subvention de 33 1/4 %.



Economie publique

Les sociétés par actions en Suisse en 1922. Le fascicule n° 3, 5^{me} année, des *Schweizerischen statistischen Mitteilungen (Bulletin suisse de statistique)*, s'occupe des sociétés par actions en Suisse en 1922. D'après les données statistiques, il ressort que, pendant l'année de gestion, le développement a pris l'allure suivante: D'une part, les fondations de guerre et d'après-guerre ont été liquidées et les déficits de guerre assainis par les actionnaires; d'autre part, il faut signaler une réduction des nouvelles fondations et de l'accroissement du capital. Dans ces circonstances, une diminution totale du capital-actions de fr. 4,884,000.— s'ensuivit comparativement à une augmentation de fr. 421,000,000.— l'année écoulée et de fr. 4,800,000.— en 1920.

L'effectif des sociétés par actions a augmenté de 212 au cours de l'année 1922. A la fin de l'année, il y avait en Suisse 7710 sociétés par actions avec un capital de fr. 5,659,782,000.—. Si l'on se base sur l'évaluation du capital nominal par canton, les cantons suivants viennent en tête: Zurich avec 794 sociétés et un capital

nominal de fr. 1,481,022,000.—; Genève avec 2711 sociétés et un capital nominal de fr. 589,765,000.—; Bâle-Ville avec 333 sociétés et un capital nominal de fr. 557,342,000.—, et Berne avec 701 sociétés et un capital nominal de fr. 525,350,000.—.

D'après la grandeur des classes, il ressort que la diminution du capital-actions peut être attribuée uniquement aux sommes allant de 1 à 5 millions et 5 à 10 millions; pour toutes les autres sommes, il y a lieu de constater une augmentation. Il résulte de ce développement une diminution du capital-actions moyen qui se montait, à fin 1922, à fr. 735,000.—, tandis que l'année précédente, il était encore de fr. 756,000.—.



Dans les fédérations syndicales suisses

Chemins. La commission paritaire prévue par l'article 18 de la loi fédérale concernant la durée du travail dans les entreprises suisses de transports, s'est réunie les 19 et 20 juillet et les 8 et 9 août derniers, à Berne, sous la présidence de M. Schüpbach, conseiller national.

Au cours des deux premières séances, les représentants du personnel refusèrent les propositions présentées par les chemins de fer fédéraux et les postes. Le président de la commission déclara qu'à son avis, les propositions de ces administrations sortaient du cadre de la loi. Il demanda en conséquence aux représentants de ces deux administrations de modifier leurs propositions. Au vote, la commission repoussa, le président ayant partagé les voix, la présentation au département fédéral, à titre de préavis, des propositions des chemins de fer fédéraux et des postes.

Le directeur général des postes annonça alors qu'il retirait les propositions qu'il avait faites au nom de l'administration des postes touchant la modification temporaire de la loi sur la durée du travail.

A la suite de ces délibérations, la direction générale des chemins de fer a présenté un nouveau projet qui a été discuté dans la deuxième séance de la commission paritaire, les 8 et 9 août.

La commission a décidé à la majorité d'une voix — le représentant des chrétiens-sociaux s'étant abstenu — de recommander au Conseil fédéral une prolongation provisoire de la durée du travail pour quelques catégories du personnel, et cela en se basant sur les propositions de la direction générale des chemins de fer fédéraux, mais avec les réserves suivantes:

1. La prolongation de la durée du travail peut être prononcée pour les catégories proposées par la direction générale dans le cas où le département des chemins de fer peut prouver que, sans prolongation, il est nécessaire de procéder à de nouveaux engagements de personnel et que l'on a tenté auparavant de trouver une solution au moyen de mutations dans le personnel.

2. Le département des chemins de fer est invité à appliquer les dispositions d'exception pour la prochaine période-horaire seulement.

3. La question de la prolongation de la journée de travail pour d'autres catégories que celles proposées reste ouverte.

4. La commission exprime l'espoir que les dispositions d'exception seront appliquées d'une manière loyale. Elle se réserve le droit, se basant sur l'article 18 de la loi, de tenir l'œil à l'application de ces dispositions.

5. La commission exprime le vœu que la direction générale des C. F. F. et son désir de maintenir en principe la journée de huit heures, de telle manière qu'une certaine indemnisation qui représenterait une partie du